



LETTRE D'INFORMATION DOCUMENTAIRE



N°2024-06B
1ER JUILLET 2024

SOMMAIRE

SOLIDARITE, COHESION SOCIALE, ENFANCE

Aide à domicile

Discriminations

Enfance - Famille

Etablissement social et médico-social

Immigration

Insertion

Logement

Pauvreté - Lutte contre les exclusions

Personnes âgées

Personnes en situation de handicap

Politiques sociales

Protection de l'enfance

Travail social

AIDE A DOMICILE

Propos racistes dans l'aide et le soin à domicile : "On sent que c'est fragile"

Média social (Le), 02/07/2024

Alors que les actes racistes sont en hausse, des directeurs de services de soins ou d'accompagnement à domicile s'attachent à protéger leurs salariés victimes de discrimination. Non sans craindre une recrudescence de propos intolérables si le Rassemblement national arrive au pouvoir.

<https://www.cncdh.fr/actualite/cncdh-publie-le-rapport-2023-lutte-contre-racisme-antisemitisme-xenophobie>

Une équipe mobile sensorielle pour le domicile

Eclair'âge, la revue de la FNADEPA, 06/2024, n° 166, p. 26-27

Dans l'Essonne, le Spasad associatif Asad 91 a créé une équipe mobile pour faciliter le quotidien des seniors atteints de déficiences sensorielles et vivant à domicile, grâce à des séances de réadaptation.

<https://www.asad91.fr/>

DISCRIMINATIONS



Pourquoi racisme et antisémitisme fleurissent-ils encore ? Le Temps du débat

France culture, 03/07/2024, 38 mn

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-temps-du-debat/pourquoi-racisme-et-antisemitisme-fleurissent-ils-encore-3363328>

Alors que 54 % des sympathisants du Rassemblement National se disent racistes et après que la France a connu une forte augmentation des actes racistes et antisémites depuis le 7 octobre, la société française est-elle toujours de plus en plus tolérante ?

Avec :

- Sarah Mazouz Sociologue, chercheuse au CNRS
- Marie-Anne Matard-Bonucci Universitaire française, chercheuse à l'Institut français de géopolitique

Propos racistes dans l'aide et le soin à domicile : "On sent que c'est fragile"

Média social (Le), 02/07/2024

Alors que les actes racistes sont en hausse, des directeurs de services de soins ou d'accompagnement à domicile s'attachent à protéger leurs salariés victimes de discrimination. Non sans craindre une recrudescence de propos intolérables si le Rassemblement national arrive au pouvoir.

<https://www.cncdh.fr/actualite/cncdh-publie-le-rapport-2023-lutte-contre-racisme-antisemitisme-xenophobie>

ENFANCE ET FAMILLE



Agir pour la qualité d'accueil du jeune enfant / RESEAU DES DOCUMENTALISTES

CNFPT, 06/2024

<https://padlet.com/berangereguillet/agir-pour-la-qualit-d-accueil-du-jeune-enfant-gmwmgktukdai209>

Padlet de ressources documentaires élaboré lors de la journée organisée par le service de spécialités Accompagnement des parcours de vie de l'INSET d'Angers le 27 juin 2024.



Pour sortir 3 millions d'enfants de la pauvreté en France, les villes du réseau Unicef s'engagent
Localtis.info, 26/06/2024
<https://www.banquedesterritoires.fr/pour-sortir-3-millions-denfants-de-la-pauvrete-en-france-les-villes-du-reseau-unicef-sengagent>

Les 18 et 19 juin 2024, lors de la rencontre nationale des "Villes amies des enfants", des élus, agents des collectivités territoriales et bénévoles du réseau Unicef France se sont réunis à Lille pour échanger et trouver des solutions concrètes permettant de lutter contre la pauvreté infantile qui touche près de 3 millions d'enfants en France.

Radicalités et familles

Dialogue, 06/2024, n° 244, p. 17-100
<https://www.cairn.info/revue-dialogue-2024-2.htm>

La matrice originelle des processus menant aux radicalités est la question posée par ce dossier. Nous nous interrogerons sur ce qui a présidé aux actes marquant une rupture avec les systèmes de normes familiales, sociales et culturelles. Cela concerne tant les radicalités religieuses et politiques que les phénomènes de violences intrafamiliales menant à des transgressions radicales, tels que l'inceste ou encore les violences sociales comme les discriminations ou le racisme.

Questions de temps / PELLOUX Anne Sylvie, LE RUN Jean-Louis, DUGRAVIER Romain
Enfances & psy, 06/2024, n° 100, p. 11-152
<https://www.cairn.info/revue-enfances-et-psy-2024-2.htm>

La matrice originelle des processus menant aux radicalités est la question posée par ce dossier. Nous nous interrogerons sur ce qui a présidé aux actes marquant une rupture avec les systèmes de normes familiales, sociales et culturelles. Cela concerne tant les radicalités religieuses et politiques que les phénomènes de violences intrafamiliales menant à des transgressions radicales, tels que l'inceste ou encore les violences sociales comme les discriminations ou le racisme.

Vives les vacances [Dossier]

Ecole des parents (L'), 06/2024, n° 652, p. 31-64
<https://www.cairn.info/revue-l-ecole-des-parents-2025-1.htm>

L'été arrive, enfin ! D'ici peu, les journées des enfants ne seront plus rythmées par les heures de classe. En quoi cette parenthèse peut-elle être bénéfique, pour eux et pour leurs parents ? Est-elle l'occasion de se retrouver ou plutôt de se séparer, de découvrir de nouveaux horizons, un autre rapport au temps ou aux autres ? Cette pause est-elle trop longue ? Pourquoi, d'ailleurs, notre calendrier scolaire est-il ainsi organisé ? Que font ceux qui s'en vont, que font ceux qui restent ? Et que sont devenues les colonies de vacances, plébiscitées dans les années 1960 ?

Ce dossier vous emmène au cœur d'un moment, tant attendu, qui structure l'organisation de notre société mais révèle aussi de profondes inégalités entre les familles : il ne faut pas oublier, en effet, que près de la moitié des Français ne partent pas en vacances, les plus aisés étant deux fois plus nombreux à voyager que les plus modestes. Des chiffres qui n'ont guère varié depuis vingt ans. . .

Accueil de la petite enfance

Quand l'administration conduit les assistants maternels à jeter l'éponge / DE OLIVEIRA Sophie
Métiers de la petite enfance, 06/2024, n° 330, p. 31-33

Mais qu'est-ce qui peut bien conduire les assistants maternels à arrêter la profession ? Certes, il y a de nombreux départs à la retraite et des problèmes relationnels au quotidien pouvant pousser ces professionnels à bout, mais pas seulement. La lourdeur administrative, les exigences de certains conseils départementaux, les décisions du gouvernement, ou encore le manque de moyens donnés, entraînent un ras-le-bol.



Deux expériences de soutien à la parentalité en EAJE / MAHE Laëtitia

Métiers de la petite enfance, 06/2024, n° 330, p. 28-30

Etre à l'écoute de soi, de ses besoins, de son corps, tant pour le tout-petit que pour l'adulte, est un aspect sur lequel on ne s'attarde pas suffisamment. Pris dans la frénésie du quotidien, on s'oublie parfois au détriment de son bien-être, de la relation parent-enfant. Dans les établissements d'accueil du jeune enfant, il est possible d'innover pour venir valoriser cela et inviter à la slow life. Pourquoi ne pas proposer une journée pyjama et une nuit parentalité aux familles ?

EJE et assistante maternelle : des professions qui se complètent / LE GAT Marie-Paule

Métiers de la petite enfance, 06/2024, n° 330, p. 25-27

La formation des professionnels de la petite enfance constitue un enjeu dans la prise en charge des jeunes enfants. On peut pourtant remarquer des écarts considérables en termes de temps et de contenus entre les différents cursus existants. Quelles sont les compétences développées ? La motivation des futurs professionnels les amène souvent à approfondir leur socle de connaissances, à interroger ensuite leurs pratiques. Mais s'intéressent-ils aux formations conduisant à exercer les métiers de la petite enfance autres que le leur ? N'y aurait-il pas un grand intérêt à ce que tous ces professionnels se rencontrent, puisqu'ils se complètent dans leur approche de l'accueil du tout-petit et de ses parents ?

L'équipe au service de l'enfant [Dossier] / LACHE Christel

Métiers de la petite enfance, 06/2024, n° 330, p. 9-23

Au sommaire :

- Ensemble pour l'épanouissement des enfants
- Le travail d'équipe : qu'en disent les professionnels ?
- Les clés d'une équipe collaborative en petite enfance
- Faire équipe, une affaire de management
- Travail d'équipe et assistant maternel. . . le débat éternel !
- " Au Québec, l'éducatrice travaille seule avec le groupe d'enfants, mais elle est soutenue tout le long de sa vie professionnelle"

EJE et assistante maternelle : des professions qui se complètent / LE GAT Marie-Paule

Métiers de la petite enfance, 06/2024, n° 330, p. 25-27

La formation des professionnels de la petite enfance constitue un enjeu dans la prise en charge des jeunes enfants. On peut pourtant remarquer des écarts considérables en termes de temps et de contenus entre les différents cursus existants. Quelles sont les compétences développées ? La motivation des futurs professionnels les amène souvent à approfondir leur socle de connaissances, à interroger ensuite leurs pratiques. Mais s'intéressent-ils aux formations conduisant à exercer les métiers de la petite enfance autres que le leur ? N'y aurait-il pas un grand intérêt à ce que tous ces professionnels se rencontrent, puisqu'ils se complètent dans leur approche de l'accueil du tout-petit et de ses parents ?

Développement de l'enfant



Pourquoi les amitiés d'enfance sont si importantes ? Grand bien vous fasse

France Inter, 02/07/2024, 49 mn

<https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/grand-bien-vous-fasse/grand-bien-vous-fasse-l-ete-du-mardi-02-juillet-2024-6259619>

Mais à quel moment naissent les amitiés d'enfance ? Pourquoi sont-elles si importantes dans nos vies d'adultes ? Et vous, quels souvenirs gardez-vous de ces amitiés ?





Petit guide attachement, 2020, 28 p.

https://www.parsem.ca/wp-content/uploads/2020/12/Ptit_guide_attachements_web_lien_V8_2021.pdf

Petit livre de 27 pages destiné à vulgariser les concepts de l'attachement et à les rendre accessibles aux parents, aux accompagnateurs et aux accompagnatrices. Ce mélange parfait entre les principes de l'attachement et de l'Approche personnalisée en fait un essentiel pour les parents!

“Nono et les écrans”, un outil de sensibilisation et de prévention - / BENOIT Lisa, GAMBEY Marion, HEITZ Sophie, MAZZOLENI Céline

Cahiers de la puériculture (Les), 06/2024, n° 378, p. 35-38

En réponse aux risques engendrés par la surexposition précoce des enfants aux écrans, les professionnels du service de protection maternelle et infantile de la Collectivité européenne d'Alsace ont créé “Nono et les écrans”, un outil de sensibilisation déployé en priorité dans les écoles maternelles. Ce support ludique, sous forme de kamishibai, vise à informer les enfants et leurs familles sur les dangers des écrans et à échanger sur les alternatives possibles.

Droit de la famille

Perte de l'autorité parentale (1er partie)

Actualité Juridique. Famille, 06/2024, n° 61, p. 331-340

Au sommaire :

- Le renforcement de la protection de l'enfant victime d'une infraction pénale par la limitation des droits parentaux
- Suspension et perte de l'autorité parentale : schémas
- La loi du 18 mars 2024 et la compétence partagée du juge civil et du juge pénal

Parentalité

Accompagner son enfant dans les épreuves de la vie

Ecole des parents (L'), 06/2024, n° 652, p. 15-17

A travers son nouveau livre, mais aussi une série de podcasts lancée en début d'année, la psychothérapeute Hélène Romano aide les parents à appréhender avec leurs enfants des thématiques délicates et douloureuses comme la maladie, la mort, la guerre ou le harcèlement.

<https://www.helene-romano.fr/podcasts/>

Répit parental - Séjour pour parents à bout / POURCIN Laure, SERRANO Agustina

Ecole des parents (L'), 06/2024, n° 652, p. 58-61

<https://www.cairn.info/revue-l-ecole-des-parents-2025-1.htm>

Passer quelques jours loin de chez soi en sachant son ou ses enfants entre de bonnes mains est un moyen de lutter contre l'épuisement parental. L'association Vacances Ouvertes aide les travailleurs sociaux à organiser des séjours sans enfants pour et avec les parents qui en ont besoin.

<https://www.vacances-ouvertes.asso.fr/>

« Devenir parent est une opportunité de se découvrir autrement »

Actualités sociales hebdomadaires, 06/2024, n° 3317, p. 10-11

Psychologue clinicienne et thérapeute familiale, Ivy Daure est enseignante à l'université de Bordeaux et supervise notamment des travailleurs sociaux. Elle décrypte les enjeux des parentalités multiples.

<https://www.linkedin.com/in/ivy-daure-20ab21170/>



Entretien prénatal précoce : La « Boîte à outils », 19/06/2024

<https://sante.gouv.fr/prevention-en-sante/sante-des-populations/1000jours/article/entretien-prenatal-precoce-la-boite-a-outils>

Cette boîte à outils, créée avec l'appui des experts du Groupe de travail national périnatalité, met à la disposition des professionnels de santé spécifiquement formés à l'entretien prénatal précoce, diverses ressources (un exemple de fiche de synthèse et de liaison, des outils d'aide au repérage des vulnérabilités, le livret EPP à destination des professionnels de santé etc) afin de vous accompagner dans vos pratiques.

ETABLISSEMENT SOCIAL ET MEDICO-SOCIAL

ESSMS : une méthode d'élaboration des CPOM simplifiée

Média social (Le), 21/06/2024

https://www.lemediasocial.fr/esms-une-methode-d-elaboration-des-cpom-simplifiee_h5lBY0

« Un processus lourd, complexe, chronophage qui n'est pas harmonisé entre les différentes régions » : le regard posé par les acteurs de terrain sur l'élaboration des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM) est sévère.

<https://anap.fr/s/article/cpom-medico-social-recentre-demarche-simplifiee>

Comment réussir la coopération conventionnelle entre établissements et services sociaux et médicosociaux

Lagazettedescommunes.com, 12/06/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/933000>

Tout projet de coopération entre établissements et services sociaux et médicosociaux doit tendre à favoriser leur coordination et à garantir la continuité des prises en charge. La loi ne limitant pas les thèmes de coopération, il n'y a donc pas de modèle unique, chaque projet reposant sur les besoins, la volonté et la capacité des différents acteurs.

IMMIGRATION

En Normandie, les Afghans d'Argentan redoutent la vague brune

Monde - le magazine, 29/06/2024, p. 34

https://www.lemonde.fr/m-le-mag/article/2024/06/28/en-normandie-les-afghans-d-argentan-redoutent-la-vague-brune_6244928_4500055.html

Une soixantaine de réfugiés afghans vivent dans cette municipalité de l'Orne sans tensions avec les habitants. Mais, depuis le score de 35 % obtenu par le Rassemblement national dans la ville, la petite communauté craint pour son avenir en cas de victoire de l'extrême droite aux législatives.

Retranscrire un récit de vie. . . / MERLIER Philippe

Santé mentale, 06/2024, n° 289, p. 14-19

Comment accompagner une personne demandeuse d'asile dans l'élaboration de son récit de vie ? Repères théoriques et considérations pratiques pour recueillir la parole d'autrui, dans une éthique de « l'écart », au sens du décentrage de sa propre culture.



INSERTION

Prolongation de la durée des conventions État-départements sur le volet RSA

Média social (Le), 02/07/2024

https://www.lemediasocial.fr/prolongation-de-la-duree-des-conventions-etat-departements-sur-le-volet-rsa_7u2anb

Pour la mise en place de France travail, l'État et les conseils départementaux doivent conclure des conventions, dont le cadre a été fixé par une instruction du 27 décembre 2023. Celles-ci reposent sur trois volets principaux : mettre en œuvre la réforme France travail, densifier l'offre de solutions locales et, pour certains départements, déployer un accompagnement rénové des allocataires du revenu de solidarité active (RSA).

Loi plein emploi : comment sont constitués les comités territoriaux pour l'emploi ?

Média social (Le), 21/06/2024

https://www.lemediasocial.fr/loi-plein-emploi-comment-sont-constitues-les-comites-territoriaux-pour-l-emploi_TTGESb

Le décret du 18 juin 2024 organise les « comités territoriaux pour l'emploi » au niveau régional, départemental et local, qui ont été institués par la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023. Le décret entrera en vigueur le 1er juillet 2024.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049746070>

LOGEMENT



Replay - Webinaire Santé mentale et logement

Fédération des acteurs de la solidarité, 01/07/2024, 113 mn

<https://www.youtube.com/watch?v=OgLmUfGEHGE>

Depuis 2022, la FAS propose un cycle de webinaire dédié à la santé mentale des publics accompagnés par les adhérents de son réseau. La prochaine rencontre proposée porte sur la santé mentale et du logement, en abordant l'accès au logement ainsi que le maintien dans celui-ci. Le partage d'expériences permettra également la connaissance d'outils pour mieux repérer et orienter les personnes dans leur parcours que ce soit santé et/ou social.

Par ailleurs, la FAS rappelle que le logement est un droit fondamental pour lequel les seuls critères d'accès sont réglementaires (pour le logement social) et liés aux ressources. Aucun autre critère prédictif ne saurait préjuger de la « capacité à habiter » d'autant plus qu'un hébergement ou un logement constitue un facteur majeur de stabilisation des personnes ayant présenté ou présentant des troubles psychiques.

Le logement intermédiaire contre le logement social / LEPLAIDEUR Julien, LE GOFF William

Esprit, 14/06/2024, n° 510, p. 26-29

<https://www.cairn.info/revue-esprit-2024-6-page-26.htm>

Le projet de loi sur le logement « abordable », dans un contexte de chute de l'offre immobilière, développe le marché du locatif intermédiaire au détriment du logement social. Il occulte ainsi les besoins sociaux et néglige la régulation du logement « inabordable ».

Agence immobilière d'utilité sociale

Actualités sociales hebdomadaires, 06/2024, n° 3317, p. 7

Permettre à des personnes précaires de louer un logement à un coût moins élevé que celui du marché. C'est le pari d'une toute nouvelle structure dans la métropole toulousaine.



PAUVRETE

Lutte contre la pauvreté : mise en œuvre des pactes locaux des solidarités pour 2024

Média social (Le), 02/07/2024

Dans une instruction interministérielle du 12 juin 2024, le gouvernement donne ses consignes pour la mise en œuvre des pactes locaux des solidarités, déclinaisons territoriales du "Pacte des solidarités".

<https://occitanie.dreets.gouv.fr/sites/occitanie.dreets.gouv.fr/IMG/pdf/instruction-12-juin-2024.pdf>

Pour sortir 3 millions d'enfants de la pauvreté en France, les villes du réseau Unicef s'engagent

Localtis.info, 26/06/2024

<https://www.banquedesterritoires.fr/pour-sortir-3-millions-denfants-de-la-pauvrete-en-france-les-villes-du-reseau-unicef-sengagent>

Les 18 et 19 juin 2024, lors de la rencontre nationale des "Villes amies des enfants", des élus, agents des collectivités territoriales et bénévoles du réseau Unicef France se sont réunis à Lille pour échanger et trouver des solutions concrètes permettant de lutter contre la pauvreté infantile qui touche près de 3 millions d'enfants en France.

Bidonvilles - Sur le chemin de l'école [Reportage]

Actualités sociales hebdomadaires, 06/2024, n° 3317, p. 12-16

A Nantes, huit médiateurs oeuvrent pour la scolarisation des enfants vivant en bidonville. La mission s'inscrit dans le cadre du programme national porté par le Dihal (délégation ministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement), amené à se développer dès la rentrée prochaine.

Précarité alimentaire

Combattre la précarité alimentaire [Dossier]

Territoires du social, 06/2024, n° 549, p. 13-25

Au sommaire :

- "face à la précarité alimentaire, surtout, ne pas s'abstenir !" - Interview de Mard Melotti, vice-président du CIAS Isle Vern Salembre, Président de l'UDCCAS 24 et administrateur de l'UNCCAS
- "Un investissement utile à la bonne santé du pays" - Entretien avec Guillaume Garot, conseiller départemental, ancien ministre, auteur de la proposition de loi (PPL) "Territoires zéro faim"
- "Renforcer le lien entre aide alimentaire et production locale" - Entretien avec Abbassia Hakem, vice présidente de l'Unccas, Adjointe à la Maire de Nantes, déléguée aux solidarités et à l'inclusion sociale
- Les actions des CCAS - CIAS Ile Rousse Balagne : de la "justice alimentaire" au PAT
- Grenoble défend la mixité de son épicerie solidaire
- Evaluer le risque de précarité alimentaire - Point de vue d'experts
- "Refaire société autour du travail nourricier en priorisant les publics précaires.
- Les CCAS invités à enrichir la plateforme des PAT
- Comment atteindre une alimentation saine et durable ?



Transition écologique juste



Faire de la transition un levier de l'inclusion sociale - L'impact social de l'écologie
Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale
ADEME, CNRS, 06/2024, 319 p.

<https://solidarites.gouv.fr/publication-du-rapport-faire-de-la-transition-ecologique-un-levier-de-linclusion-sociale>

Ce rapport entend montrer que si elle est bénéfique pour les plus modestes, particulièrement exposés aux conséquences du dérèglement climatique, la transition écologique est également porteuse de risques sociaux qu'il convient d'anticiper et de prévenir. Le rapport s'ouvre sur l'état des inégalités socio-environnementales, puis interroge la capacité d'adaptation des populations les plus modestes, avant de formuler des recommandations pour mieux accorder la transition écologique avec les objectifs de lutte contre la pauvreté et les inégalités sociales.

Dans les messages principaux mis en avant dans ce rapport il y en a un qui paraît central : il serait injuste et inéquitable de ne pas faire la transition écologique. Pour le CNLE, l'accompagnement des personnes pauvres et modestes est nécessaire pour réussir cette transition.

Réalisé dans une démarche participative, ce rapport a pris le parti de concilier connaissances scientifiques, associatives, institutionnelles et participation des personnes concernées, en lien avec l'apport du comité scientifique du CNLE.

Qui supporte le coût de la transition environnementale ? Penser les inégalités face aux risques sociaux liés au changement climatique

Revue française des affaires sociales, 2024, n° 1, p. 207-230

<https://www.cairn.info/revue-francaise-des-affaires-sociales-2024-1-page-207.htm?contenu=article>

Alors que les questions liées à la transition juste occupent une place de plus en plus importante dans les débats politiques, la question des risques sociaux générés par le changement climatique et par les politiques visant à en atténuer la portée reste peu étudiée. De nombreuses lacunes subsistent pour comprendre quels sont ces risques, qui seront affectés et par quels mécanismes. Les risques liés au changement climatique affectent-ils les mêmes groupes de population de la même manière que les risques sociaux traditionnels ? Ou créent-ils de nouveaux schémas d'insécurité pour de nouvelles populations ? Alors que la plupart de la littérature part du présupposé que les groupes de population les plus pauvres souffriront le plus des inégalités environnementales, nous soutenons dans cet article que se concentrer sur les niveaux de revenu n'est pas suffisant pour comprendre les caractéristiques et la distribution des risques socio-environnementaux. Au lieu de cela, nous proposons d'esquisser une analyse des profils de risques sociaux associés au changement climatique, qui s'appuie sur la distinction entre deux principaux types de risques : les risques directement liés au changement climatique (inondations, vagues de chaleur, etc.) et les risques indirects, produits par les politiques environnementales elles-mêmes. Nous soutenons que pour chacun de ces risques, les profils des personnes à risques ne sont pas similaires. Les risques sociaux directs sont en priorité liés aux variables de localisation et de niveau de revenu : les populations les plus pauvres vivant dans les zones exposées sont en effet plus à risques. Les risques « indirects » touchent différents groupes de population, à commencer par les travailleurs faiblement et moyennement qualifiés appartenant à la classe moyenne inférieure et vivant en dehors des grandes villes. La profession et le lieu d'habitation, plus que le niveau de revenu, sont ici d'une importance cruciale. Cela se traduit dans les attitudes politiques envers les politiques environnementales puisque l'opposition à l'action climatique – ici la taxe carbone – est maximale chez les groupes de populations les plus exposés aux conséquences économiques et sociales des politiques de décarbonation.



PERSONNES AGEES

Aidants



Le répit des aidants

Haute autorité de santé, 2024, 70 p.

https://www.has-sante.fr/jcms/p_3351732/fr/repit-des-aidants

La France compte plus de 9 millions d'aidants, aux profils variés (parent, enfant, conjoint, etc.) qui soutiennent un proche en situation de handicap ou de perte d'autonomie. Ces personnes, qui ne sont ni des professionnels de santé, ni des professionnels de l'accompagnement, peuvent manifester des signes de difficultés découlant de la situation d'aidance et interrogeant la nécessité d'une solution de répit.

Ces recommandations portant sur le répit des aidants s'inscrivent dans le cadre de la Stratégie Nationale des Aidants. Elles correspondent à une réponse opérationnelle à la saisine de la DGCS relative à la définition du répit des aidants et de ses composantes ainsi qu'à la mise en œuvre de solutions de répit.

Ehpad

Prévention des TMS : les Ehpad en retard sur le programme

Média social (Le), 01/07/2024

https://www.lemediasocial.fr/prevention-des-tms-les-ehpad-en-retard-sur-le-programme_ghL3od

Afin de réduire l'exposition des salariés aux troubles musculo-squelettiques (TMS), des établissements ont été choisis pour mettre en œuvre en 2021 le programme « TMS Pros V2 », développé par l'Assurance maladie. Sur les 8 000 retenus, 1 114 sont des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad).

Loi bien vieillir : le droit de visite en Ehpad, 26/06/2024, 2 mn

https://www.lemediasocial.fr/video-loi-bien-vieillir-le-droit-de-visite-en-ehpad_XiVbqj

Pour éviter l'isolement des publics vulnérables, la loi "Bien vieillir" du 8 avril 2024 consacre le droit de visite dans les établissements pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) et pour personnes handicapées. Pourquoi cela a-t-il été nécessaire ?

L'expérimentation tarifaire des Ehpad s'esquisse dans un contexte politique incertain

Hospimedia, 20/06/2024

<https://abonnes.hospimedia.fr/articles/20240620-economie-l-experimentation-tarifaire-des-ehpad-s-esquisse>

Les vingt-trois départements expérimentateurs de la fusion des forfaits soins et dépendance des Ehpad commencent à se dévoiler. La modulation du tarif des places habilitées à l'aide sociale ouvre une piste de solution alors que la crise du secteur se confirme. Le tout dans un contexte politique incertain.

Un tiers des Ehpad ont une coupe Pathos obsolète ne permettant pas une juste réévaluation

Hospimedia, 18/06/2024

<https://abonnes.hospimedia.fr/articles/20240617-economie-un-tiers-des-ehpad-ont-une-coupe>

En 2023, le déficit moyen des établissements et services médico-sociaux atteint 177 302 euros. Plus de 48% d'entre eux ne disposent pas de réserves de compensation suffisantes pour couvrir un éventuel déficit. C'est ce qui ressort des résultats de la dernière enquête flash de la Fnadepa. La fédération de directeurs attend une réforme structurelle.

<https://www.fnadepa.com/document/enquete-flash-fnadepa-rh-et-finances-mai-2024/>



Cyberattaques : tous vulnérables

Eclair'âge, la revue de la FNADEPA, 06/2024, n° 166, p. 16-21

Ce dossier permet de prendre la mesure de la menace cyber, d'adopter les bons réflexes en cas d'attaque et de renforcer sa cybersécurité.

<https://www.cyberveille-sante.gouv.fr/>
<https://www.cybermalveillance.gouv.fr/>

Robots sociaux, aide ou fake ?

Eclair'âge, la revue de la FNADEPA, 06/2024, n° 166, p. 14-15

Débat entre Jean-Charles Pic, directeur de l'Ehpad Les heures claires à St Laurent du Var (06) et Céline Boussange, psychologue à l'Ehpad Edenis Le Pin à Villeneuve-Tolosane (Haute-Garonne)

Ehpad : la vidéo-surveillance dans les chambres ?

Actualités sociales hebdomadaires, 06/2024, n° 3317, p. 60-61

La Cnil a publié le 2 mai 2024 une recommandation autorisant l'installation de caméras dans l'intimité des résidents uniquement lorsqu'une enquête pour suspicion de violences n'a pas abouti. Directeurs d'établissements et familles sont plutôt défavorables à un tel dispositif, pour des raisons différentes. Face aux enjeux de bientraitance, ils préfèrent consolider le dialogue et le partage d'expériences.

<https://www.cnil.fr/fr/videosurveillance-dans-les-chambres-dehpad-la-cnil-publie-sa-recommandation>

PASA de nuit : une expérimentation gagnante

Eclair'âge, la revue de la FNADEPA, 06/2024, n° 166, p. 25

La résidence mutualiste Cartoux située à Aix en Provence expérimente depuis 2023 un Pasa de nuit. De quoi améliorer la prise en charge nocturne des résidents.

Maltraitements



Rapport relatif à la lutte contre les maltraitements des personnes en situation de vulnérabilité : analyse et propositions du Haut Conseil de la santé publique

Haut conseil de la santé publique, 06/2024, 256 p.

<https://www.hcsp.fr/explore.cgi/avisrapportsdomaine?clefr=1377>

Dans le cadre des réflexions autour de la politique Nationale de lutte contre les maltraitements en date de novembre 2022, le ministre des Solidarités, de l'Autonomie et des Personnes handicapées, la Ministre déléguée chargée des Personnes handicapées et la Secrétaire d'État chargée de l'Enfance avaient souhaité que le HCSP :

Apprécie la production scientifique sur ce thème

Fasse apparaître les lacunes dans les productions scientifiques

Fasse des préconisations en matière de lutte contre les maltraitements et de production scientifique permettant de baser ces dernières

Pour répondre à cette demande, le HCSP a choisi de construire ce rapport avec une approche systémique et transversale complétée par la description de certaines spécificités.

Au terme de son travail, le HCSP formule 8 rappels fondamentaux relatifs au respect des droits des personnes en situation de vulnérabilité et à la garantie de l'exercice effectif de ces droits.

Il formule également 10 propositions structurantes pour la construction et la mise en œuvre d'une politique de recherche, pour le pilotage et le suivi de la stratégie nationale de lutte contre les maltraitements tirant bénéfice de la création d'un système national d'information.

Enfin, il présente une liste de 28 propositions plus granulaires de sujets de recherche, d'évaluation, d'intervention ou de modification de la prise en charge des personnes victimes de maltraitements.



PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP



Rapport relatif à la lutte contre les maltraitances des personnes en situation de vulnérabilité : analyse et propositions du Haut Conseil de la santé publique

Haut conseil de la santé publique, 06/2024, 256 p.

<https://www.hcsp.fr/explore.cgi/avisrapportsdomaine?clefr=1377>

Au terme de son travail, le HCSP formule 8 rappels fondamentaux relatifs au respect des droits des personnes en situation de vulnérabilité et à la garantie de l'exercice effectif de ces droits.

Il formule également 10 propositions structurantes pour la construction et la mise en œuvre d'une politique de recherche, pour le pilotage et le suivi de la stratégie nationale de lutte contre les maltraitances tirant bénéfice de la création d'un système national d'information.

Enfin, il présente une liste de 28 propositions plus granulaires de sujets de recherche, d'évaluation, d'intervention ou de modification de la prise en charge des personnes victimes de maltraitances.

L'engagement sportif des établissements est-il adéquat ?

Actualités sociales hebdomadaires, 06/2024, n° 3317, p. 26-29

Porté par une démarche volontariste dès les années 1980, le sport adapté peine à s'ancrer dans les structures sociales et médico-sociales. Accaparés par les difficultés quotidiennes, les professionnels manquent de temps pour penser une pratique en adéquation avec les besoins des bénéficiaires.

- "Le changement de paradigme de la performance à la santé est un défi", Claire Perrin, sociologue.

Les dys au travail

Etre - Emploi, handicap et prévention, 06/2024, n° 177, p. 12-24

Ils touchent environ 8% de la population française et font partie des handicaps les plus courants. Et pourtant, les troubles dys souffrent encore d'une méconnaissance généralisée. Peut-être parce que leurs causes sont encore mal connues. Peut-être parce que, pendant très longtemps, ils ont été considérés comme des problèmes d'enfants qui disparaissent à l'âge adulte – une image qui leur colle encore à la peau. Peut-être aussi parce que, dans l'imaginaire collectif, faire des fautes, ne pas lire ou avoir du mal à calculer est un signe de paresse ou de manque d'intelligence. Pourtant, ce ne sont que des préjugés. Aujourd'hui, les adultes dys se battent pour faire reconnaître leurs compétences. Le monde du travail s'ouvre peu à peu à ces sujets, mais ils ont besoin de plus. Ils ont besoin d'une société dans laquelle être dys n'est pas une honte.

<https://etre-reseau.org/etre-le-media/magazine/177/les-dys-au-travail>

En route vers l'autodétermination ?

Etre - Emploi, handicap et prévention, 06/2024, n° 177, p. 51-63

Choisir son habitat, exercer une activité professionnelle qui a du sens, s'engager dans une mission bénévole, accéder à une vie amoureuse, voter, fonder une famille, donner son avis et être écouté... L'autodétermination, liée aux notions de liberté, d'accès aux droits communs, à l'empowerment, à l'inclusion, à l'autoréalisation, au droit à l'échec, c'est ça : choisir sa vie et faire en sorte que ces droits soient réellement appliqués, quand on est une personne en situation de handicap, y compris une personne avec des déficiences intellectuelles. Où en est la France sur le sujet ? Qu'est-ce que cela implique concrètement ? Comment faire ? Comment favoriser et accélérer sa mise en œuvre dans le secteur médico-social et dans la société ? Qu'est-ce que la Communication alternative améliorée (CAA) ? Et l'intervention paire ?

<https://etre-reseau.org/etre-le-media/magazine/177/en-route-enfin-vers-lautodetermination>



Aidants



Le répit des aidants

Haute autorité de santé, 2024, 70 p.

https://www.has-sante.fr/jcms/p_3351732/fr/repit-des-aidants

La France compte plus de 9 millions d'aidants, aux profils variés (parent, enfant, conjoint, etc.) qui soutiennent un proche en situation de handicap ou de perte d'autonomie. Ces personnes, qui ne sont ni des professionnels de santé, ni des professionnels de l'accompagnement, peuvent manifester des signes de difficultés découlant de la situation d'aidance et interrogeant la nécessité d'une solution de répit.

Ces recommandations portant sur le répit des aidants s'inscrivent dans le cadre de la Stratégie Nationale des Aidants. Elles correspondent à une réponse opérationnelle à la saisine de la DGCS relative à la définition du répit des aidants et de ses composantes ainsi qu'à la mise en œuvre de solutions de répit.

Handicap et Protection de l'enfance



Déjouer les pertes de chances des enfants doublement vulnérables

Convention nationale des associations de protection de l'enfant

Unapei, 2024, 16 p.

<https://www.cnap.e.fr/documents/plaidoyer-dejouer-les-pertes-de-chance-des-enfants-doublement-vulnérables/>

Les enfants doublement vulnérables sont ceux qui se trouvent à la fois en situation de handicap et qui bénéficient d'une mesure de protection de l'enfance.

Cette enquête, ainsi que les travaux de nos deux fédérations, ont permis de recenser les réalités vécues par ces enfants et de mettre en lumière les initiatives associatives visant à prévenir la perte de chance pour eux.

POLITIQUES SOCIALES



Enquête annuelle - Synthèse de l'enquête annuelle "Dépenses sociales et médico-sociales des départements en 2023"

ODAS - Observatoire national de l'action sociale décentralisée, 06/2024, 16 p.

<https://odas.net/actualites/synthese-de-lenquete-annuelle-depenses-sociales-et-medico-sociales-des-departements-en>

Retrouvez les principaux résultats de l'enquête annuelle de l'Odas qui décortique et analyse l'évolution des dépenses sociales et médico-sociales des départements. Pour les comptes de 2023, l'observatoire a réalisé cette enquête avec le concours d'un échantillon représentatif de 47 départements.

Évaluer, et après ? Renforcer les liens entre les évaluations d'expérimentations et les politiques sociales / DUBREUIL Lila, GUISSÉ Nelly, Agence nouvelle des solidarités actives, 06/2024, 72 p.

https://www.solidarites-actives.com/sites/default/files/2024-06/Ansa_Evaluer-et-apres_202406.pdf

Le constat de la faiblesse de l'utilisation des conclusions des évaluations dans la prise de décision politique est un enjeu central dans la conception des expérimentations et plus largement du lien entre recherche et politiques publiques. L'Ansa, en collaboration avec Santé Publique France, et un groupe de réflexion réunissant chercheurs et institutionnels (voir liste en annexe du rapport) a souhaité, au travers de ce document, se pencher sur les facteurs qui contraignent ou favorisent la prise en compte des enseignements des évaluations d'expérimentations dans la décision publique. Cette analyse s'intéresse à toutes les étapes d'une expérimentation sociale : sa conception, son déroulé, la phase opérationnelle qui suit l'expérimentation pour penser ses ajustements, sa pérennisation, son essaimage ou encore sa généralisation. Le guide pose les constats et propose des pistes de réponse aux trois questions suivantes.



PROTECTION DE L'ENFANCE



Rapport relatif à la lutte contre les maltraitances des personnes en situation de vulnérabilité : analyse et propositions du Haut Conseil de la santé publique

Haut conseil de la santé publique, 06/2024, 256 p.

<https://www.hcsp.fr/explore.cgi/avisrapportsdomaine?clefr=1377>

Au terme de son travail, le HCSP formule 8 rappels fondamentaux relatifs au respect des droits des personnes en situation de vulnérabilité et à la garantie de l'exercice effectif de ces droits.

Il formule également 10 propositions structurantes pour la construction et la mise en œuvre d'une politique de recherche, pour le pilotage et le suivi de la stratégie nationale de lutte contre les maltraitances tirant bénéfice de la création d'un système national d'information.

Enfin, il présente une liste de 28 propositions plus granulaires de sujets de recherche, d'évaluation, d'intervention ou de modification de la prise en charge des personnes victimes de maltraitances.

Protection de l'enfance : plaidoyer pour un "statut" des administrateurs ad hoc

Média social (Le), 02/07/2024

https://www.lemediasocial.fr/protection-de-l-enfance-plaidoyer-pour-un-statut-des-administrateurs-ad-hoc_Z8H8ni

Les missions des administrateurs ad hoc sont régulièrement étendues – en dernier lieu par un décret d'application de la loi Taquet – sans que ces évolutions se traduisent par une augmentation de leurs ressources ou par une politique de recrutement ou de formation.

Un groupe de travail réunissant des professionnels engagés au sein de la Fédération nationale des administrateurs ad hoc (FENAAH) et de la Cnape s'est donc saisi de la question. Leurs réflexions ont conduit à l'élaboration [d'une note](#) faisant le point sur cette fonction (missions, conditions d'exercice, rémunération. . .).

Enfants à double vulnérabilité : comment se construisent des accompagnements croisés

Média social (Le), 01/07/2024

Des professionnels de la protection de l'enfance et du handicap ont présenté, dans un colloque, des initiatives permettant de décroiser les deux secteurs. Ces actions sont érigées en exemple par la Cnape et l'Unapei dans leur plaidoyer en faveur des enfants à double vulnérabilité.

La recentralisation de l'ASE, une fausse bonne idée ?

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 17/06/2024, n° 2721, p. 15

Le rapport d'Éric Woerth sur la décentralisation préconise de recentraliser l'aide sociale à l'enfance. Les réactions sont mitigées.

Redonner du sens à l'engagement éducatif en protection de l'enfance

Le cas des lieux de vie et d'accueil coopératifs / BERNARD Simon

Vie sociale, 2024, n° 45, p. 133-144

<https://www.cairn.info/revue-vie-sociale-2024-1-page-133.htm>

En s'appuyant sur les résultats d'une recherche sociologique de niveau master portant sur le vécu émancipatoire des gérants et permanents des lieux de vie et d'accueil, cet article met en lumière le fonctionnement des sociétés coopératives et participatives (scop) dans le champ de la protection de l'enfance en France. Il permet d'interroger les effets de la gouvernance horizontale et coopérative sur les conditions de travail des éducateurs et d'ouvrir un questionnement critique de la forme associative dans sa fonction de reproduction des modèles de gouvernance hiérarchique.



REPLAY - Journée grand public gratuite "inceste", CRIAVS, 31/05/2024

<https://criavs.chu-montpellier.fr/fr/formations-colloques/journees-scientifiques-grand-public/archives/save-the-date-journee-grand-public-gratuite-inceste-8301>

Du latin incestum, « impur », l'inceste désigne la sexualité entre membres d'une même famille. Soumis à un interdit familial, sociétal et parfois légal, il est protéiforme selon les organisations sociales et familiales. Cette hétérogénéité témoigne de la complexité à circonscrire l'inceste.

Enjeux actuels autour de la question de l'inceste ?

Tristan RENARD, Sociologue, CRIAVS MP, CRESAM Occitanie, Hôpital Marchant, Toulouse

- Place de l'inceste dans le droit

Olivier SAUTEL, Avocat, Maître de Conférence UM1, Institut de Sciences Criminelles

- La prévention de l'inceste

Caroline CHAPLAIN, Secrétaire Générale, Association "Face à l'inceste"

- La parole des enfants victimes

Armelle HAQUET, Pédiatre à l'UAPED (Unité d'Accueil Pédiatrique Enfant en Danger), Equipe Pédiatrique Régionale Enfant en Danger, Unité d'Accueil des Urgences Pédiatriques, CHU de Montpellier

Barbara LORMEAU, Pédiatre médecin légiste à l'UAPED (Unité Accueil Pédiatrique Enfants en Danger) et en Médecine Légale, CHU de Montpellier

- Le poids du secret sur les générations, la prise en charge des familles

Céline DEDIER, Psychologue pôle enfants-ados, CH Novillars

- Du climat incestuel au passage à l'acte

Eve MONTALTI, psychologue CRIAVS-LR, CHU de Montpellier

Magali TEILLARD-DIRAT, psychologue CRIAVS-LR, CHU de Montpellier

Handicap et Protection de l'enfance

Déjouer les pertes de chances des enfants doublement vulnérables

Convention nationale des associations de protection de l'enfant

Unapei, 2024, 16 p.

<https://www.cnape.fr/documents/plaidoyer-dejouer-les-pertes-de-chance-des-enfants-doublement-vulnerables/>

Les enfants doublement vulnérables sont ceux qui se trouvent à la fois en situation de handicap et qui bénéficient d'une mesure de protection de l'enfance.

Cette enquête, ainsi que les travaux de nos deux fédérations, ont permis de recenser les réalités vécues par ces enfants et de mettre en lumière les initiatives associatives visant à prévenir la perte de chance pour eux.

Mineurs non accompagnés

Projet expérimental sur les mesures de réparation pour mineurs isolés étrangers / MAGASSA Mohamed

Vie sociale et traitements, 06/2024, n° 162, p. 12-77

<https://www.cairn.info/revue-vie-sociale-et-traitements-2024-2-page-22.htm>

Le texte présente la conception d'un projet expérimental destiné à la minorité bruyante qui compose le public des mineurs isolés étrangers en France qui sont dans un parcours délictuel très poussé. Sont abordées les difficultés rencontrées tout au long de ce projet expérimental, l'accroche difficile à mettre en place avec des jeunes fuyants et sous l'emprise d'un réseau, et la difficile cohabitation entre deux publics en difficulté : les natifs originaires d'un quartier défavorisé et les mineurs originaires en grande partie du Maghreb.

Si ce projet a fonctionné sur des jeunes déjà pris en charge par l'ase et la pjj, l'échec était patent pour les jeunes qui ne bénéficient pas d'une prise en charge et vivent le plus souvent dans la rue. Il y a un décalage non négligeable entre les propositions des professionnels et la situation extrêmement précaire des jeunes non pris en charge.



Vivre et travailler auprès de mineurs non accompagnés : le décor normatif de l'accompagnement éducatif (1) / PERRIN Marion, MEYER Anaïs

Vie sociale et traitements, 06/2024, n° 162, p. 92-97

<https://www.cairn.info/revue-vie-sociale-et-traitements-2024-2-page-92.htm>

Les lieux de vie et d'accueil (lva) sont des structures en marge de la protection de l'enfance qui font le pari du partage du quotidien et de la vie commune comme médiation éducative. Mais que se passe-t-il lorsque ce quotidien est traversé de logiques culturelles suffisamment hétérogènes pour faire vaciller les « évidences normatives » qui sous-tendent l'organisation de la vie collective et des modes d'être en relation et au monde ? Cet article propose, à partir de l'expérience clinique de deux permanentes dans un lieu de vie accueillant des mineurs non accompagnés (mna), d'explorer quelques-unes de ces frictions normatives, qui se nichent au plus intime des acteur-ices de cette vie partagée.

Mise à l'abri et évaluation des mineurs non accompagnés

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 24/06/2024, n° 2722, p. 52-53

Compétence

Les services départementaux doivent organiser le transport et l'accompagnement des jeunes mineurs non accompagnés en préfecture dans le cadre de leur évaluation.

Convention

Le modèle type de convention entre le président du conseil départemental et le préfet, fixé par arrêté du 1er février 2024, doit être adapté aux circonstances et besoins locaux.

Contribution financière

La contribution financière de l'Etat peut être réduite, voire supprimée, en l'absence de convention ou en cas de non-respect de ses obligations par le département.

La vie retrouvée d'un ancien mineur isolé

Monde - le magazine, 22/06/2024, p. 56-59

https://www.lemonde.fr/m-le-mag/article/2024/06/23/la-vie-retrouvee-de-bilal-un-ancien-mineur-isole-et-exploite-le-mec-qui-m-a-fait-du-mal-il-est-en-liberte-ce-n-est-pas-juste_6242659_4500055.html

Voilà deux ans que Bilal, 20 ans, a dû être exfiltré de Paris et tente de se reconstruire dans le sud de la France. Le jeune Algérien, qui a quitté Oran à 15 ans, a été exploité en France par deux adultes qui l'ont drogué pour le pousser à voler. Une association a réussi à le soustraire à ce piège.

Placement

À Lille, une librairie, lieu-ressource pour les enfants de la Mecs

Média social (Le), 21/06/2024

Notre série "En quête de sens" s'intéresse à la librairie Le Bigle moi qui, dans le quartier populaire de Fives, à Lille, entretient une relation nourrie avec la Maison d'enfants à caractère social (Mecs) voisine. Un projet monté par le chef de service de la Mecs et les libraires, dont l'une est éducatrice de formation, pour favoriser l'accès des enfants à la culture.

Prostitution

Prostitution des mineurs : un îlot pour reprendre pied

Bulletin de la protection de l'enfance (Le), 06/2024, n° 148-151, p. 16-23

A Lyon, l'association Le Relais a complètement repensé l'organisation de son foyer pour adolescentes pour créer un lieu d'accueil plus adapté qu'un foyer classique aux jeunes filles en situation de grande errance et victimes de prostitution.

<https://www.relais-jeunes.com/>



TRAVAIL SOCIAL

La supervision en travail social est-elle vraiment utile ?

Dubasque.org, 20/06/2024

<https://dubasque.org/la-supervision-en-travail-social-est-elle-vraiment-utile/>

Cette question est un peu provocatrice quand on sait que la supervision en travail social est un processus essentiel. J'ai l'impression qu'elle est insuffisamment développée dans les services sociaux. Pourtant, elle ne manque pas d'intérêts. Cette pratique vise à soutenir et à développer les compétences des professionnels de la relation d'aide.

Propos racistes dans l'aide et le soin à domicile : "On sent que c'est fragile"

Média social (Le), 02/07/2024

Alors que les actes racistes sont en hausse, des directeurs de services de soins ou d'accompagnement à domicile s'attachent à protéger leurs salariés victimes de discrimination. Non sans craindre une recrudescence de propos intolérables si le Rassemblement national arrive au pouvoir.

<https://www.cncdh.fr/actualite/cncdh-publie-le-rapport-2023-lutte-contre-racisme-antisemitisme-xenophobie>

Précarité et sentiment d'injustice, un terreau fertile pour le RN

Média social (Le), 27/06/2024

Le Rassemblement national (RN) se nourrit des sentiments d'injustice et de déclassement d'une partie de la population, prompt à penser - et confortée en ce sens par ses réseaux sociaux - que les aides sociales profitent d'abord aux étrangers. Les travailleurs sociaux, en première ligne face à ces discours, s'appliquent à rester dans le dialogue et déconstruire les discours sans faire de "politique".

Des travailleurs sociaux et des citoyens alliés pour l'accès aux droits

Média social (Le), 20/06/2024

Le département de Meurthe-et-Moselle fait partie des 39 territoires à expérimenter une démarche de « zéro non-recours ». Reportage, sur le terrain, aux côtés des travailleurs sociaux et des habitants partis à la rencontre des personnes qui ne perçoivent pas les allocations auxquelles elles pourraient prétendre.

Création d'une licence au Cnam : « Un préalable à la constitution d'une discipline »

Ash.tm.fr, 14/06/2024

Le Conservatoire national des arts et métiers (Cnam) ouvrira à l'automne 2025 une licence en travail social. Construite en étroite collaboration avec l'IRTS Parmentier de Paris et de Dijon, la formation constitue un modèle que d'autres établissements peuvent transposer, espère Emmanuel Jovelin, titulaire de la chaire de travail social et de l'intervention sociale

Le projet dans tous ses ébats / LIMAM WAJDI, TERRAL Daniel

Vie sociale et traitements, 06/2024, n° 162, p. 12-77

<https://www.cairn.info/revue-vie-sociale-et-traitements-2024-2.htm>

Projet. Mot magique, comme la baguette du même nom il peut tout faire ou presque. Pratique de l'art consommé de l'illusion, ou indispensable outil du quotidien, qui a pénétré les métiers de l'accompagnement pour en soutenir l'exercice voire parfois les disqualifier tout autant.

Projet. D'un côté ce que nous imposent les pouvoirs administratifs, et de l'autre ce que nous enseignent les patients, les personnes autistes, les personnes handicapées : d'une part un programme de « soins » ou de prise en charge à élaborer et mettre en œuvre avec l'arsenal coutumier de procédures légitimes dans le respect des bonnes pratiques pour une vie régulée, et de l'autre le respect absolu, irréductible, d'une certaine manière d'être au monde dont témoignent ceux d'entre nous qui extra-vagent de chemins buissonniers en tentatives désespérées de vivre. Projet. Ce qui par devers soi s'exige comme tenant lieu de boussole, et déjà mis en échec par ce que l'humain recèle de créatif.



Retranscrire un récit de vie. . . / MERLIER Philippe

Santé mentale, 06/2024, n° 289, p. 14-19

Comment accompagner une personne demandeuse d'asile dans l'élaboration de son récit de vie ? Repères théoriques et considérations pratiques pour recueillir la parole d'autrui, dans une éthique de « l'écart », au sens du décentrage de sa propre culture.

